L'ECHO DE MANITOBA.

JEUDI, FEVRIER 23, 1899.

Toutes communications concernant la rédaction devront être adressées à

M. H. d'HELLENCOURT, REDACTEUR.

LE ROI EST MORT, VIVE LE ROI!

Ce vieux cri, du beau temps de la monarchie française, formule populaire qui synthétise admirablement toute la grandeur du droit héréditaire et dynastique, qui consacre un principe supérieur aux individus, qui affirme en un mot la nécessité de la stabilité gouvernementale pour la plus grande gloire du pays, ce vieux cri si français, si grandiose semble être aujourd'hui de mise, quand on considère la rapidité avec laquelle la nation française, par l'intermédiaire de ses députés et sénateurs, a procédé à l'élection du Président de la République.

Jeudi soir M. Félix Faure expirait, samedi dans l'après-midi M. Loubet venait s'asseoir dans le fauteuil encore chaud du président défunt.

En vérité c'est là un spectacle consolant, et bien fait pour donner espoir à tous ceux qui ont foi en les destinées et l'avenir de la nation française.

Et la République semble s'être approprié cette formule si sage, si profonde; elle affirme ainsi son caractère d'hérédité.

Elle apparaît comme la dynastie populaire solidement établie dans le cœur des citoyens.

Le roi est mort, vive le roi.

Cette mort subite, suivie d'une élection immédiate, atteste la profonde raison d'être, du mode d'élection présidentielle établi par constitution française.

M. Paul Deroulède a, en vérité bien mal choisi son moment pour protester contre le mode d'élection, et tout patriote éclairé se réjouira de n'avoir point, en des circonstances si critiques, à courir les risques de l'agitation néfaste qu'eut infailliblement provoqué la nécessité d'un appel au peuple pour la nomination du président.

Il est bon de dégager des événements les enseignements qu'ils comportent, et celui qui ressort des circonstances de la semaine dernière prouve à l'évidence la nécessité pour un peuple de mettre le principe gouvernemental à l'abri des passions populaires.

L'on ne peut songer sans effroi aux déplorables complications qui pouvaient surgir pour la nation française dans les circonstances présentes de la nécessité d'en appeler au peuple, pour pourvoir à l'élection d'un président.

C'était la porte ouverte à toutes les divisions le spectre de la révolution, en fin de compte l'affaiblissement de la France.

Grâce à Dieu, ce cauchemar a été épargné à cette nation et l'on peut espérer que cette seule éventualité contribuera à raffermir le principe d'élection du président, tel qu'établi par la constitution.

Il est assez plaisant de constater le vigoureux démenti infligé par les faits récents aux nouvelles si complaisamment répandues par une certaine presse qui, depuis quelques mois, se plaisait à annoncer l'existence de complots contre la République et la déchéance prochaine de celle-ci.

Tous ces bons apôtres n'ont eu qu'un tort, celui de prendre leurs désirs pour des réalités, mais fort heureusement la chose ne tire pas à conséquence et les rieurs ne seront pas de leur côté.

Les opinions de M. Loubet, le nouveau Président de la République, nous importent peu, car nous sommes persuadés, qu'une fois assis sur le fauteuil présidentiel, pénétré de la grandeur de son rôle, il n'aura plus qu'une opinion, celle d'un Français, qu'un but, la prospérité de la France.

Le roi est mort, vive le roi!

CES BONS TORYS!

Des élections provinciales viennent d'avoir lieu au Nouveau-Brunswick, et le gouvernement Emmerson triomphe sur toute la ligne. Quatre seulement de ses adversaires ont été élus.

L'on sait que le gouvernement provincial de New-Brunswick est un gouvernement mixte, un gouvernement d'affaires, et que les distinctions de parti politique n'entraient point jusqu'à ce jour en ligne de compte.

Les résultats de l'élection de samedi dernier ne seraient donc d'aucune importance au seul point de vue politique si les circonstances qui ont marqué la lutte n'en changeaient le caractère.

En effet à la convention de Monckton, tenue quelques jours avant les élections, les chefs conservateurs, sous la direction de M. Foster, avaient décidé d'introduire la division de parti politique dans les élections qui allaient avoir lieu, et les conservateurs étaient instamment priés de voter pour les candidats de l'opposition.

C'est donc bien un échec sérieux et indiscutable pour M. Foster et ses coreligionnaires politiques, échec qu'ils ont provoqué par leurs manœuvres.

On ne saurait trop louer la sagesse dont a fait preuve la population du New-Brunswick, conservateurs comme libéraux, en cette occasion, les uns en refusant de prêter les mains aux intrigues malpropres de politiciens, les autres en restant unis autour du gouvernement Emmerson.

Il serait profondément désirable de voir prévaloir dans toutes les Provinces, la sage politique qui consiste à tenir les gouvernements provinciaux en dehors des factions politiques; et le New-Brunswick mérite à cet égard l'estime de tous les gens sérieux, soucieux du bon fonctionnement de l'administration provinciale.

Aussi la conduite des chefs conservateurs qui, dans un but égoïste et bassement intéressé, ont essayé de soulever les passions de parti est-elle profondément blâmable, et la honte qui en rejaillit sur eux est autrement grande que celle qui s'attache à leur défaite.

Les commentaires par lesquels le *Morning Telegram* accueille le résultat des élections du New-Brunswick ne sont point de nature à rehausser la politique conservatrice.

Ils donnent bien au contraire une triste opinion de la direction de ce parti.

Voici en effet quelques-uns de ces commentaires.

"Le peuple de Manitoba sera taxé pour fournir les millions que M. Blair a dépensé en achetant le New-Brunswick pour les grits."

"Des millions du trésor fédéral ont servi à payer les chemins de fer politiques dans le New-Brunswick, mais il n'y a pas un dollar de disponible pour la construction des écluses de St André au Manitoba."

Pour ces gens-là, quiconque n'est point de leur avis est un homme vendu; l'injure semble être leur arme de prédilection; le fiel dont leur âme est pleine déborde.

La Province de Québec, achetée; le Nouveau-Brunswick, acheté; tous achetés. Chose étrange, malgré ces prétendus achats, le trésor fédéral s'emplit chaque jour davantage, et logiquement les bons torys enragés vont accuser, un de ces jours, le gouvernement Laurier de fabriquer de la fausse monnaie.

Après l'injure et la calomnie, l'appel aux mauvaises passions.

Le *Telegram* cherche à exciter la jalousie et l'envie, lorsqu'il prétend faire ressortir le prétendu abandon du gouvernement libéral envers le Manitoba.

Il fausse sciemment la vérité, car il sait bien qu'il n'y a pas une province qui coûte plus cher au gouvernement fédéral que le Manitoba.

Il paraît que tout le monde n'est pas de l'avis du *Telegram*, car *La Vérité* écrivait l'autre jour:

"Depuis 30 ans, ces provinces (les vieilles provinces de l'Est) se saignent à blanc pour développer l'Ouest."

Il serait ridicule de discuter sérieusement les propos d'après-élection du *Telegram*, ils sont trop manifestement entachés de passion et de rancune malsaine; mais il est bon de les citer pour bien montrer au peuple de notre province l'estime et la confiance qu'ils peuvent avoir en des gens qui pour toute arme et tout raisonnement n'ont que des injures et des calomnies à jeter à leurs adversaires.

Si ces gens-là avaient au cœur le moindre sentiment de dignité, s'ils n'étaient pas aveuglés par leurs étroites ambitions, s'ils étaient des hommes et non point des mouches désireuses de se jeter sur l'assiette au beurre, ils se refuseraient à employer pareille tactique.

La rage les rend déments.

En tout cas *ce que Québec, Nouvelle-Ecosse, Ile du Prince Edouard, Ontario, Colombie et New-Brunswick ont été incapables de faire, les conservateurs du Manitoba* ne le feront certainement pas, quoiqu'en dise le *Telegram*, s'ils n'ont pas d'autres moyens à leur disposition que l'injure.

La colère et le dépit sont de mauvais conseillers.

TOURS DE PASSE-PASSE.

Nous n'aurions garde d'intervenir dans la discussion plutôt aigre-douce ouverte entre *Le Manitoba* et *La Vérité*; mais sans vouloir empiéter sur le terrain d'autrui il nous est bien permis de relever certaines déclarations, d'apprécier certaines attitudes qui, bien que ressortant de la polémique, ont cependant une portée beaucoup plus générale, et à ce titre appartiennent à tous.

L'organe de la coterie Bernier-LaRivière s'est décidé à sortir de sa prudente expectative et voici la déclaration officielle du fameux Duumvirat:

—"Nous avons dégagé notre cause de la fortune des hommes et des partis. M. Hugh J. Macdonald le sait; son parti Aussi."—

Il n'était pas mauvais que nous le sachions aussi.

Nous n'ergoterons pas sur les termes de la susdite déclaration, qui pourrait certes prêter à discussion à des esprits amis de la clarté et de la précision, nous l'adopterons pour ce qu'elle a la prétention d'être, une rupture catégorique entre le Duumvirat et les conservateurs anglais.

Mieux vaut tard que jamais n'est-ce pas, et bien qu'il ait fallu mettre les fers pour accoucher le Duumvirat, nous le félicitons sur son attitude envers le parti conservateur anglais, telle que définie par cette déclaration.

Est-elle sincère! nous avons le droit de le demander lorsque nous lisons ce qui fait suite à cette déclaration.

"Que voudrait-elle donc *La Vérité?*

"Du moment que, nous dégager du parti auquel nos sympathies étaient acquises, n'est pas suffisant, il ne reste, d'après cette prétention, qu'une autre alternative; c'est de contribuer à consolider au pouvoir le gouvernement Greenway."

C'est qu'en effet il est difficile logiquement d'entrevoir une autre solution, et *Le Manitoba* est bien forcé de reconnaître lui-même cette logique.

Certes, nous comprenons fort bien que la situation nouvelle dans laquelle se trouve placé le Duumvirat est particulièrement embarrassante!

On ne peut demander aux hon. Bernier et LaRivière de brûler du jour au lendemain ce qu'ils adoraient, ni d'adorer ce qu'ils brûlaient, et pour notre part, nous l'avouons, la plus mauvaise farce qu'ils pourraient nous faire serait de se placer dans nos rangs; ils sont à tel point brûlés et discrédités qu'ils seraient une véritable disgrâce dans notre parti.

Aussi bien nous admettons parfaitement la nécessité où ils sont personnellement de rester paisiblement assis entre les deux selles politiques.

D'ailleurs, conservateurs ou libéraux, peu importe l'étiquette dont ils pourraient s'affubler, ils sont et seront toujours, avant tout, exclusivement, MM. Bernier et LaRivière, les prototypes de l'intérêt personnel. Eux seuls et ça suffit.

Mais ils pouvaient au moins se dispenser de dévoiler les beautés cachées de leur âme en sonnant une charge à fond de train contre le gouvernement Greenway.

Cette tactique malheureuse les dénonce; ils nous ont étalé toute la passion partisanne qui domine éternellement en eux; et cette passion les entraîne en dehors de toute limite puisqu'ils ne craignent pas d'appeler *spoliation* l'arrangement accepté par notre archevêque et qu'ils dénoncent dans les termes les plus violents le serment accepté également par Mgr Langevin.

Ecoutez cette appréciation:

"Serment qui place nos instituteurs dans l'alternative ou de se parjurer ou de se conformer strictement à une loi défectueuse au regard de notre foi et de notre constitution."

Ah! les voilà bien les bons apôtres. Avec quelle désinvolture ils font table rase de leur prétendue soumission à l'autorité religieuse quand cette soumission de parade contrarie leurs menées!

Qui donc est juge ici de savoir ce qui est défectueux ou non au regard de la foi? Ils sont incorrigibles, vraiment, ces prétendus défenseurs de la foi, et pour un peu ils feraient la leçon au Pape!

Et quant au reproche adressé au gouvernement Greenway, pour l'enquête nécessitée par les dénonciations de M. Keam, il faut être ridiculement partisan pour en faire un crime au susdit gouvernement.

Tout le blâme retombe sur M. Keam, et vous savez bien, bonnes gens, que l'autorité est obligée d'agir et d'ordonner l'enquête du moment que la dénonciation se produit.

Les enquêtes, d'ailleurs, n'ont jamais fait peur à ceux qui n'ont rien à craindre.

D'après *Le Manitoba*, il n'y aurait jusqu'ici de concessions substantielles que de la part des catholiques!

Nos compatriotes pourront juger d'après cela à quel degré de mauvaise foi sont descendus ces partisans sans parti.

Aussi lorsqu'on les entend s'écrier après cela:

"Fasse le ciel, toutefois, que nous nous trompions."

On se surprend à murmurer le nom de Tartufe.

En somme, dégagé de toutes ces superfluités, le raisonnement du *Manitoba* peut se résumer ainsi:

Nous avons rompu avec les conservateurs anglais qui nous compromettaient par leurs déclarations sur la Question des Ecoles; mais nous resterons conservateurs catholiques et jamais nous ne voterons pour le gouvernement Greenway.

La conclusion s'impose, les susdits conservateurs catholiques voteront donc pour les conservateurs anglais.

Toute la différence c'est que pour éviter de faire du tort au parti, on aura l'air de se tenir à l'écart d'ici les élections.

—Et allez-y.—Passez Muscade.

Avis.

M. V. J. Darel, de St-Claude, a bien voulu accepter d'être notre agent pour les municipalités de Dufferin, Lorne et South-Norfolk, et comme tel a le droit de prendre des abonnements, en percevoir le prix, et aussi prendre des annonces pour L'ECHO DE MANITOBA.

L'ADMINISTRATION.